

Station d'épuration Bruxelles Nord : marché truqué ?

25-06-2009

Le marché du siècle. C'est ainsi qu'était qualifié l'attribution du marché public d'appel d'offres européen pour la construction de la station d'épuration Bruxelles-Nord.

Plus d'un million d'habitants devait bénéficier du traitement de leurs eaux usées, ce qui en faisait une des plus importantes au monde. Un projet phare en terme d'environnement et un investissement colossal : construction, financement, exploitation et portage pendant 20 ans avant rétrocession à la région. D'un budget initial estimé à 1 milliard €, la facture est déjà aujourd'hui, un an après sa mise en service, de 2 milliards €.

Ce marché colossal attira bien des convoitises, notamment de la part de nos voisins français. En réalité, ils feront tout pour le décrocher, en bafouant les règles élémentaires de droit, d'éthique et d'honnêteté. Quatre acteurs répondirent au cahier des charges fin 2000 : Bouygues [qui avait peu d'expérience en la matière], B.S.U.B. [consortium belgo-américain regroupant Seghers, Besix, Bechtel et United Utilitis], Hydronor [Suez ex Lyonnaise des Eaux] et Aquiris [Véolia division Vivendi Environnement].

Alors que le consortium belgo-américain B.S.U.B. était à la fois le plus identifiable [en terme de transparence], le moins cher [1,2 milliards €], le plus rapide pour la mise en öuvre et proposait la solution technique la plus solide [transformation des boues en granulation instantanée, sur place avec désinfection complète et sans émission de poussière], c'est le projet Aquiris du groupe Véolia qui sera retenu.

Pour voir son projet sélectionné, Véolia n'y est pas allé par quatre chemins, considérant ce marché comme une affaire d'État.

Lobbying, cadeaux aux décideurs, modification du cahier des charges en cours de procédure d'attribution, espionnage des concurrents, fausses informations dans la presse : toute la panoplie du parfait corrupteur a été mise en place pour arriver à leurs fins.

Bidouillages à la SDRB

Ainsi, la politique de l'eau au sein de la SDRB et de la CIBE avait à la tête de sa cellule responsable du traitement des eaux usées un certain Jean-Paul Rosière. Lequel était assisté du bureau d'études français Merlin, chargé de l'analyse technique et scientifique des offres, et d'un comité d'experts composé notamment par des responsables d'intercommunales wallonnes actives dans le domaine. Le parfait comité juge-arbitre pensait-on...

Or, Rosière ne pouvait ignorer que le bureau Merlin travaillait très régulièrement en France pour...Véolia et Suez. Difficile dès lors de garder son indépendance !

Lors de l'analyse des offres et dès que les directeurs subalternes eurent terminé leur travail, Rosière [qui venait de constater que le consortium BSUB était en tête de cette compétition] aurait saisi les ordinateurs de ceux-ci. Il les aurait enfermés dans une pièce, dont lui seul détenait la clé, pour y travailler dessus tout un week-end.

De même, alors que l'analyse du bureau Merlin était déjà terminée, ordre fut donné à l'ingénieur du bureau Merlin [responsable d'une partie de l'audit] de modifier les résultats de son analyse.

Ce dernier refusa catégoriquement d'inclure certains points et de modifier son analyse, argumentant que l'éthique lui interdisait d'introduire des éléments faux dans celle-ci.

La réaction ne s'est pas fait attendre : licenciement sur le champ et l'analyse modifiée par son successeur.

Conjointement, Rosière aurait fait modifier critères de sélection de l'appel d'offres afin de faire passer une technologie expérimentale à la place des technologies éprouvées qui étaient requises dans les critères de sélection.

Ainsi, la technique expérimentale "Athos" du projet Aquiris pu être retenue ! Le tour était joué.

Pourtant, quelles étaient les références réelles du procédé "Athos" dans le traitement des boues des stations d'épuration publiques ? Aucune, à l'exception d'une petite station d'épuration publique dont la taille ne pouvait donner une garantie de fiabilité absolue en raison de la quantité de boues à traiter à Bruxelles Nord.

Guy Coème le lobbyman

Encore fallait-il, après avoir bidouillé les appels d'offres et le cahier des charges, convaincre les politiques.

C'est là qu'apparaît l'ancien ministre socialiste et actuel bourgmestre de Waremmes Guy Coème, comme lobbyiste pour... Véolia !

Guy Coème s'activait dans des opérations de lobbying sous l'appellation de sa société "Canyon Consulting" et défendait les intérêts du projet Aquiris du groupe Veolia.

Intervention d'autant plus étrange que Canyon consulting aurait été mise en veilleuse [selon ses dires] fin des années '90, alors que le marché a été attribué en... 2001.

Qu'a-t-il touché comme success fee [récompense logique pour un lobbyiste] dès lors qu'il n'aurait pas facturé ses prestations via sa société de consultance Canyon Consulting à la date de la passation du marché ?

D'autant plus qu'au sein du jury chargé d'attribuer le marché, siégeait l'intercommunale des eaux wallonnes Igretec, dans laquelle on retrouve certaines intercommunales wallonnes et …liégeoises comme actionnaires. Or, Guy Coème était chargé d'assurer la promotion des intercommunales liégeoises au travers d'A.P.R.I.L. dont il était le Directeur Général.... tout en étant lobbyiste pour un des candidats, Véolia qui soutenait le projet Aquiris. Ou comment

contrôler le "process" à toutes ses étapes : le système dans toute sa splendeur, importé pour la cause de Liège à Bruxelles ! La bonne recette du cumulard qui bénéficie d'un salaire de Directeur Général d'A.P.R.I.L. et qui tire

La bonne recette du cumulard qui bénéficie d'un salaire de Directeur Général d'A.P.R.I.L. et qui tire

profit de cette société pour se faire octroyer simultanément des honoraires en qualité de lobbyiste sous le couvert de Canyon consulting, pour ce marché comme pour d'autres, à ne pas en douter...
Pas vite gêné, il confia même à certains lobbyistes concurrents qu'il ne pouvait plus leur parler, ni les fréquenter car il était lui-même lobbyiste pour Véolia, et que cela ferait un peu désordre si cela s'apprenait !

Do you do you Saint Tropez

Autre élément tout aussi troublant : quelques mois après les modifications des critères de sélection et avant la désignation du lauréat de l'appel d'offres, Véolia recevait les décideurs politiques et administratifs sur un superbe yacht aperçu au large de Saint-Tropez : une petite vedette fut affrétée en pleine après-midi pour transiter les invités du port de Saint Trop' jusqu'au luxueux bateau qui les emmènera tous faire un tour... entre cette baie et Monaco.
Est-il utile de préciser que plusieurs hauts politiciens bruxellois et liégeois [dont deux d'entre eux ont une maison sur la côte d'Azur], ainsi que le top de la SDRB et de l'administration furent de la partie ?
Sans doute fallait-il s'assurer qu'ils choisissent le bon candidat... Une petite virée aux frais de la princesse a sûrement achevé de les convaincre !

And the winner is...

Aquiris, bien entendu, qui non seulement était plus cher [1,8 milliard €, soit 600 millions € de plus que B.S.U.B.] avec des délais plus longs de mise en &oeil;uvre et un procédé de traitement des boues expérimental à l'oxygène qui présentait des risques d'explosion. En réalité, on a éliminé B.S.U.B. parce l'État français est intervenu [comme chaque fois pour piller nos pépites] et parce que Seghers était un groupe flamand, ce qui était insupportable aux yeux de certains décideurs bruxellois.
Chose étrange : aucun des candidats spoliés n'a contesté le choix du lauréat. Il y aurait-il eu marchés compensatoires pour certains ?
Cerise pour le gâteau pour nos politiciens locaux : outre les voyages, les commissions pour les lobbyistes et intermédiaires, il y eut la rénovation sous forme de mécénat du Musée de Manneken Pis.
Ils sont pas chics ces Français ? Même le pipi de Manneken Pis est purifié grâce à eux !